

## ST. BONIFACE, JEUDI, 31 JUILLET, 1878

24. *Technique*, 70 (1990), 144-56.



## LE "METIS."

Joué, 1er Aout, 1878.

IL Y AURA VENDREDI SOIR A SEPT HEURES ET DEMIE, UNE ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DE COLONISATION, DANS LA BATISSE DES IMMIGRANTS A ST. DONIFACE PAR ORDRE,

L. J. A. LEVÊQUE,  
SEC-ARCHIVISTE.

Mgr. Power, évêque de Saint-Jean de Terre-Neuve, a télégraphié à Mgr. l'Archevêque de Québec, que Mgr. Conroy, délégué apostolique, était sérieusement malade.

On annonce que le Marquis de Lorne, qui a épousé, comme l'on sait, l'une des princesses d'Angleterre, sera le successeur de Lord Dufferin.

Le traité de Berlin auquel ont pris part la Russie, la Turquie, l'Angleterre, l'Autriche, la France, l'Allemagne et l'Italie, a été imprimé en français sur parchemin. Le français est encore la première langue du monde, la plus claire, la plus précise, la mieux connue parmi les savants, les souverains et les politiques, et par conséquent la mieux adaptée aux besoins de la diplomatie. N'ayons donc pas de répugnance à parler notre langue.

La question de la légalité ou de l'illégalité des associations orangistes a été soumise à quatre avocats distingués de Montréal, dont trois protestants, et un catholique. Ce sont MM. S. Bethune, C. R., Ed. Carter, C. R., T. W. Ritchie, C. R. et Ed. Barnard, C. R., qui déclarent que, d'après le chapitre dixième des Statuts Refondus du Bas Canada, ces organisations sont illégales; que ceux qui en font partie sont passibles d'une amende et d'un emprisonnement; que toute assemblée d'orangistes, qu'elle soit faite dans les rues ou dans un lieu privé, est illégale et défendue; et que, par conséquent, cette société n'a pas droit de marcher en procession dans les rues.

De plus, ils sont d'opinion que toute personne qui prendrait part à la procession orangiste quoique n'appartenant pas à la société, serait passible des mêmes peines que les membres eux-mêmes.

Enfin, ils déclarent que c'est non seulement le droit mais le devoir des conservateurs de la paix de dissiper et d'empêcher tout rassemblement ou procession que l'on pourrait tenter de faire.

Comme on le pense bien, les orangistes n'acceptent pas ce jugement, et ils ont porté leur cause devant nos tribunaux, bien décidés, dit-on, à s'adresser au Conseil Privé d'Angleterre, si on leur refuse ici la protection qu'ils réclament.

Le Congrès de Berlin est terminé: les plénipotentiaires viennent de signer un traité de paix qui donne à la question d'Orient une solution temporaire.

Par l'acquisition de l'île de Chypre et les conditions du traité, l'Angleterre est de toutes les puissances qui y ont pris part, celle qui a retiré le plus d'avantages pour le moment. Lord Beaconsfield qui la représentait dignement au Congrès de Berlin a été reçu à Londres avec les plus grands honneurs. Son habileté diplomatique a mieux servi la mère

patrie que ne l'auraient fait ses armées et sa marine.

Le Times de Londres ne peut trouver d'expressions assez élogieuses pour exalter les hauts faits du comte Beaconsfield. Il appelle le succès du premier ministre anglais le plus beau triomphe dont il soit fait mention dans les annales de la diplomatie moderne en Angleterre. Et il ne voit pas quelle distinction pourrait dignement le récompenser pour avoir porté si haut le drapeau britannique.

L'île de Chypre que les anglais viennent d'acheter, est située à l'extrémité de la Méditerranée entre la Syrie et l'Asie Mineure. Elle a 180 lieues de superficie et compte 150,000 habitants; son sol est fertile et produit des vins délicieux.

Il y a trois siècles, cette île était très florissante sous les Vénitiens qui y faisaient un commerce immense. Sa population s'élevait alors à 1,000,000 d'habitants.

Au point de vue politique la possession de cette île donne à l'Angleterre un nouveau point d'appui pour son commerce d'Asie, et la prépondérance sur les eaux de la Méditerranée dont elle commande déjà l'extrémité ouest par Gibraltar et le centre par Malte.

Il y aura, demain soir, une assemblée de la Société de Colonisation. Les membres sont priés de se rendre en aussi grand nombre que possible: car, ils auront à discuter d'importantes questions. Ainsi, nous croyons savoir que l'agent des terres, à Winnipeg, vient de communiquer avec le Président, au sujet de l'une de nos réserves.

Jusqu'ici nous avons gardé le silence sur certains actes d'hostilité dont nos colons sont victimes. Cette réserve nous était imposée par la nature même des faits: nous ne voulions pas que l'on pût nous accuser d'attiser inutilement le feu des passions. Le public sait, néanmoins, que plusieurs canadiens venant des Etats-Unis ont été violemment expulsés du Township III Rang I à l'Est, réservé pour eux par les autorités fédérales: il sait aussi que nos compatriotes avaient fait leurs inscriptions au Bureau des Terres, de la manière voulue par la loi, après avoir été reçu de la Société de Colonisation le permis nécessaire.

Enfin, il n'ignore pas qu'on leur a disputé la légitime possession de ces terrains occupés par des intrus qui n'ont aucun droit, ni aucun titre légal; et qu'on leur a prodigué les menaces pour les intimider et rester maîtres de la place.

Aujourd'hui, les tribunaux sont appelés, pensons-nous, à prononcer sur le mérite réel de la cause: et le Ministre de l'Intérieur aurait proposé, paraît-il, un mode de règlement qui sera soumis à la société.

Nous ne saurions prédire ce que sera la décision des intéressés; mais il ne faudra pas oublier que l'impunité manifeste dont souffrent nos nationaux, est pleinement reconnue dans la lettre dictée à l'agent par le Ministre de l'Intérieur.

Les usurpateurs se sont livrés à de condamnable excès: nos nationaux n'ont opposé à leurs violences que la volonté ferme de résister par toutes les voies légales, à un système organisé de persécution.

Nous approuvons une attitude aussi sage: elle est digne de bons citoyens, qui, avant, au besoin, de employer de l'énergie, sans compromettre l'ordre public, ni susciter de misérables querelles de nationalité ou de religion.

Il est indéniable que ces colons ont des droits acquis: qu'on les fasse donc valoir et respecter, mais avec le calme qui convient à une bonne cause.

L'Hon. M. MacKenzie et Mr. J. L. Beaudry, ont échangé au sujet du 12 juillet dernier, une correspondance que publie la presse. Dans ses lettres, le Premier répondant à une question du Maire de Montréal, à l'endroit d'un acte qui attendrait les orangistes, s'exprime comme suit:

"Mais je ne crois pas qu'il importe beaucoup de savoir si votre interprétation du statut est correcte ou non. Même dans le cas où l'association orangiste serait ainsi que vous la désignez, une alliance illégale, cela ne vous dispenserait pas comme maire ni les magistrats et les officiers de la paix de la Cité de les protéger individuellement comme citoyens. Les individus qui appartiennent à l'association en question ont les mêmes droits que les autres partis de s'assembler ensemble dans le but de marcher en procession publique. Cela n'empêcherait pas les autorités locales d'instituer une action contre eux comme appartenant à une alliance illégale et de les faire condamner aux peines prévues par ses actes. Leurs droits généraux comme citoyens, demeurent cependant intacts, et c'est le droit absolu des gens de marcher dans les rues publiques, et ce droit peut être exercé par eux individuellement ou ensemble; et le simple fait que chaque personne dans une assemblée quelconque, appartient à une alliance illégale ou à plusieurs associations illégales ne rend pas illégal l'acte de marcher dans les rues publiques seul, ou en compagnie d'autres, et il n'y a pas d'acte que je connaisse qui prohibe de telles marches processionnelles."

Il nous semble difficile de concilier avec logique cette série de raisonnements. Si le statut que l'on invoque contre les orangistes les frappe réellement, comment réclamer pour un corps institué au mépris de la loi, la protection de cette même loi.

En refusant de reconnaître les Orangistes, au point de vue légal, l'autorité a condamné le principe constitutif de leur organisation; et si elle assujettit à des poursuites criminelles quiconque appartient à une société de cette nature, à plus forte raison, doit-elle interdire toute manifestation qui serait un danger ou une menace pour la paix publique.

Nous ne savons trop ce que veulent dire ici les *droits généraux des individus*: l'expression est trop vague pour en saisir toute la portée. Mais ce que personne n'ignore, c'est que les droits dans le sens légal positif, ne peuvent subsister que là où ils sont consacrés par la sanction de la loi. Donc, tout citoyen qui, dans la rue ou ailleurs, commet un acte illégal, ne peut faire valoir, pour échapper à la justice, des *droits généraux* dont il s'est dépouillé lui-même *ipso facto*. Ce n'est plus lui—dès lors, qui doit revendiquer la liberté de sa résistance à la loi: mais c'est la société qui est tenue de lui appliquer la peine imposée au délit.

En d'autres mots: si les sociétés orangistes sont prosrites, on ne saurait prétendre qu'elles ont le droit légal de marcher dans les rues comme associations revêtues d'un caractère spécial: et si elles n'ont

pas le droit légal de parader bruyamment, il est évident que la loi ne doit pas servir à couvrir l'illégalité de son ombre, mais à la réprimer, et à protéger le public.

Le Rev. P. Marquigny, savant bénédictin vient de prononcer un remarquable discours sur la mission de la presse catholique. Il se répend aujourd'hui de si funestes erreurs sur l'opportunité de l'organisation du bien contre le mal, ou de la défense des vrais principes contre les doctrines les plus dangereuses en morale, en philosophie, et en politique, que nous croyons devoir reproduire ici les principaux passages de ce vigoureux plaidoyer.

La gloire de Dieu demande que la presse devienne de plus en plus un auxiliaire du vrai et de la vertu; ou, ce que nous devons à la Providence pour avoir placé en nos mains un aussi puissant outil exige absolument qu'il serve à répandre en tout lieu les enseignements divins. C'est une œuvre d'apostolat que de jeter l'expression de ses croyances sur des feuilles qui la feront parvenir à des milliers d'hommes; c'est une œuvre d'apostolat que de s'enfermer dans un atelier pour aligner des lettres qui fourniront à tous les regards un témoignage en faveur de la foi; c'est encore une œuvre d'apostolat que de contribuer à la diffusion de ces pages où se trouvent tracées en caractères lumineux les vérités qui émanent du Verbe éternel.

Mais cet apostolat de la presse ne doit pas être, aujourd'hui surtout un apostolat désarmé: la lutte opiniâtre de l'erreur contre toute vérité naturelle et révélée, oblige les enfants de l'Eglise à reprendre sous cette forme nouvelle et décisive l'antique croisade.

Il serait aussi périlleux de ne pas le voir, que superflu de le taire, une légion de scribes et de sophistes travaille à détruire, s'il se peut, le règne de Jésus Christ parmi nous. Leur mot d'ordre est celui de ces vignerons de la parabole, des pharisiens déicides: *Occidamus illum, ut nostra fiat hereditas*: "faisons en avec l'héritier pour nous emparer de l'héritage." Le péché de la révolution est de même nature que le péché du pharisaïsme: il consiste à vouloir soustraire aux lois du Rédempteur les peuples qu'il s'est acquis par sa mort. On ne se cache plus pour dire chaque jour dans des feuilles impudentes qu'on prétend vider les églises et déchristianiser le monde, que l'heure est venue de regarder le Christ en face et de se préparer à l'écraser comme un infâme. *Occidamus illum*.

Entre l'Eglise du Christ et la synagogue révolutionnaire, la guerre est engagée à fond sur tous les points. Le foyer, l'école, la société sont assiégés par les forces ennemies dans le dessein hautement avoué de détruire et d'expulser Jésus Christ Partout les voix d'une presse effrénée retentit le cri des juifs: *Nominus hunc regnare super nos*, nous ne voulons plus de son règne.

En présence du délire des passions anti-chrétiennes et pour en neutraliser les efforts, la presse religieuse doit s'engager dans la bataille en répétant le cri passionné de Saint Paul: il faut qu'il règne: "Oportet autem illum regnare." Variées à l'infini dans leur forme comme les négations qu'elles combattent, ses apologies seront une dans leur fond comme la vérité qui sert de base à l'ordre social. La royauté de Jésus Christ à restaurer,

la pensée chrétienne à faire rentrer dans les mœurs, dans les lois et dans les institutions, l'affirmer ou la défendre sans cesse renouvelées des doctrines définies par l'autorité infaillible de l'Eglise, c'est le programme qu'elle a le devoir d'adopter et de remplir; c'est pour cette mission qu'elle a reçu les bénédictions du Saint Siège. "Instaurare omnia in Christo"

"Nous avons été avertis par les encycliques pontificales de ne pas croire naïvement au facile triomphe du bien sous un régime d'égalité libérale en tout et pour tout. Mais c'est une raison de plus, lorsque cette fallacieuse utopie est appliquée dans une nation, de compenser par des prodiges de zèle les séductions victorieuses qui entraînent la nature déclinée. Comprendons nous ce devoir, mes frères, et le pratiquons nous?"

Ici les faits répondent, l'orateur n'a en qu'à faire la comparaison des chiffres fournis par la propagande des journaux révolutionnaires ou frivoles et celle des journaux religieux. Et d'où cela vient-il. C'est, répond-il, que les catholiques n'ont pas su encore adopter, contre la propagande organisée du mal, un programme d'offensive courageuse: "tranchons le mot, ce sont les complications inconscientes de catholiques trop nombreux qui nous livrent à l'ennemi." Sur quoi, plein d'une noble indignation, il s'écrie:

"Ce n'est pas au jour des batailles qu'il est permis d'errer entre les deux camps. Qu'allez vous faire du côté des ennemis? Vos allies et vennes, mon frère, donnent lieu à d'étranges soupçons sur l'intégrité de vos croyances! Le vrai Ismaélite ne rend pas visite aux Philistins. Pourquoi êtes vous abonné à un journal de la cité de Satan?—Il faut dites vous, savoir le pour et le contre:—mais vous apprenez là surtout à parler pour et contre. On vous entend fréquemment dire que les polémiques de la presse cléricale sont trop violentes et ses déclarations de principes inopportunes, que nous ne savons pas faire la part des choses que nous ne sommes pas de notre temps...—Ah! vous en êtes, vous, de votre temps... Un temps où l'on voudrait reconquérir la lumière avec les ténèbres Jésus avec Voltaire."

## Notes Politiques.

Le successeur de M. Tilley au fauteuil gubernatorial du N-Brunswick est connu, et c'est le comté de Westmoreland qui le fournit l'hon. E. B. Chandler.

Le *Herald*, de Charlottetown dit que sur les six députés de l'île du Prince-Edouard, pour le prochain parlement fédéral, cinq appartiendront au parti conservateur.

M. Geoffroy cédant aux instances de ses amis, se présente de nouveau dans le comté de Verchères.

Il est parfaitement remis de la terrible maladie qu'il a éprouvée il y a deux ans.

Les assemblées des délégués des deux comtés de Richmond et Wolfe, ont fait choix du candidat pour chaque parti à la députation fédérale. Les conservateurs portent M. Ives, maire de Sherbrooke, et les libéraux M. Aymer, député actuel et dont le mandat est sur le point d'expirer.



La majorité de l'Assemblée Législative de Québec n'a pas voulu recevoir la pétition des électeurs des Trois-Rivières contre M. Turcotte. Sans en discuter le mérite, elle a décidé que la question devait être portée devant les tribunaux spécialement chargés de ces cas.

La presse de Montréal signale le fait que ce district n'est représenté dans le cabinet Joly par aucun ministre. La ville de Québec en a quatre pour sa part.

Dans la Colombie Britannique, le ministère libéral de l'hon. M. Elliott a été défait, comme l'on sait, aux récentes élections générales et un autre cabinet lui a succédé. Les dernières malles reçues de Victoria nous apportent des détails sur le nouveau gouvernement. Il est composé comme suit : l'hon. M. A. G. Walkem, premier-ministre, procureur-général et commissaire des travaux publics et des terres de la couronne ; l'hon. M. Robert Beaven, trésorier provincial ; l'hon. M. T. B. Humphreys, secrétaire provincial ; tous conservateurs.

Le cabinet provincial du Nouveau Brunswick vient de subir des changements qui le transforment presque en un ministère de coalition. En outre des dernières acquisitions qu'il avait faites, il vient de rejoindre l'hon. M. P. A. Landry, comme commissaire des travaux publics, et l'hon. M. D. L. H. Hingston, ministre sans portefeuille. Le cabinet se trouve ainsi composé : hon. M. John J. Fraser, procureur-général ; hon. M. Wm Wedderburn, secrétaire provincial ; hon. M. M. Adams, inspecteur général ; hon. M. P. A. Landry, commissaire des travaux publics ; hon. M. Robert Young, président du conseil ; hon. MM. J. H. Crawford, W. E. Purly, B. R. Stevenson, D. L. Hingston, ministres sans portefeuille.

La session du Parlement de Québec est close ; et la situation des partis reste la même, c'est-à-dire, dans un équilibre qui n'est rompu que par l'attitude de l'Orateur. Pendant la vacance, les contestations d'élections vont se décider, et le résultat amènera sans doute un changement à l'état politique de cette province. Parmi les lois adoptées, l'on cite l'acte fixant à \$500 l'indemnité des députés et des conseillers législatifs qui étaient autrefois de \$600 ; l'acte plaçant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et l'Occidental sous le contrôle du Commissaire des Travaux Publics et abolissant la commission des chemins de fer ; celui pourvoyant à l'abolition partielle de la magistrature stipendiée ; celui pour refondre et amender les lois pour assurer aux femmes et aux enfants les profits des assurances sur la vie des maris et des pères de famille ; et celui amendant l'acte concernant l'administration des terres publiques.

#### Nouvelles Canadiennes.

La mouche à patate a fait de grands ravages dans beaucoup d'endroits de la province de Québec. Partout où l'on a employé le vert-de-Paris, l'on a constaté les meilleurs résultats. Ce petit animal malfaisant se montre aussi dans plusieurs parties des Etats Unis, mais nos voisins ont inventé une machine qui les détruit sans avoir recours au vert-de-Paris, ni à aucun autre poison. Cette machine a les dimensions d'une broquette et a, comme elle, une seule roue. En avant de cette roue, se trouve une

boîte allongée ayant la forme d'une auge, de façon à pouvoir être introduite entre chaque sillon de patates. A chaque côté de cette auge, il y a des machines ayant la forme de plumasseaux. Ces plumasseaux, mis en action par le mouvement de rotation, frappent et secouent les tiges de patates des deux sillons entre lesquelles la machine passe, et font tomber les punaises dans l'auge.

Un seul homme fait fonctionner le tout.

Il va sans dire que lorsque l'auge est remplie de punaises, on en fait prompt justice.

Par ce procédé, les champs de patates sont bien vite débarrassés de l'insecte ; mais il faut revenir à la charge plusieurs fois.

Ne serait-il pas à propos qu'il y eût quelques efforts faits pour introduire cette nouvelle invention dans nos campagnes, surtout dans un temps comme celui-ci, où la punaise a déjà commencé, sur plusieurs points, ses terribles ravages ?

#### NOUVELLES LOCALES.

— Dans plus d'un endroit, l'on a commencé à couper le blé.

— Nous avons eu lundi dernier un violent orage.

— Plusieurs canadiens sont arrivés par les derniers bateaux.

— Il y aura cette année, abondance de patates.

— Le nouvel étage que l'on ajoute à l'aile du Pensionnat sera terminé bientôt.

— Mr. W. N. Kennedy a acheté le lot de Mr. L. Morneau à St. Boniface.

— M. Maxime Rocan, de Winnipeg, est parti pour Montréal il y a quelques jours.

— M. C. Bégin fait ériger une jolie maison près du pont neuf qui traverse la Rivière la Seine.

— Mr. Lowe, du département de l'Agriculture à Ottawa, est arrivé ici ces jours derniers.

— On annonce une excursion à bon marché, de Manitoba à Toronto, qui aurait lieu prochainement.

— La retraite des Révères, Sœurs de St. Boniface a été close, lundi matin.

— L'examen de ceux qui aspirent à l'enseignement aura lieu durant le cours de ce mois.

— Le travail de corvée est suspendu ; on attend pour le reprendre, une rentrée de fonds.

— Les blinets et les framboises ont fait leur apparition sur nos marchés ; on les vend 25 centimes la pinte.

— Evidemment, le temps est venu d'avoir ici un constable, et un lieu convenable pour y loger tous les gens attardés sur le chemin.

— Les réformistes du comté de Marquette doivent se réunir pour choisir un candidat à la représentation des Communes.

— M. Morache a acheté la maison qui appartenait à M. J.-B. Lapointe et située tout près de l'ancienne traverse.

— L'éclipse partielle du soleil a été assez bien observée durant l'après-midi de lundi ; les nuages la masquaient cependant plus d'une fois.

— L'un des entrepreneurs de l'embranchement de l'emblina a déclaré parait-il, qu'on leur avait accordé un an pour l'achèvement de la ligne.

— Les séances du conseil de l'Instruction Publique auront lieu, à l'avenir, dans la salle du Conseil de Ville.

— La distribution de l'argent qui revient aux écoles catholiques pour le dernier semestre ne se fera pas avant une quinzaine de jours.

— Les entrepreneurs de l'embranchement annoncent qu'ils donneront dix piastres par jour à ceux qui voudraient travailler sur le chemin.

— Les habitants des deux Petites Pointes, sur la Rivière Rouge, ont signé une pétition pour demander aux autorités, un bureau de Poste.

— Son Honneur le Juge en Chef ira à St. Norbert le cinq courant, pour entendre les causes relatives aux terres dont la propriété est contestée.

— Nous entendons de nombreuses plaintes sur la lenteur du service de la traverse. A quoi bon la vapeur, si elle ne supprime aucun des inconvénients de l'antique appareil ?

— MM. Radiger et Erb viennent de subir des pertes considérables : l'un des vastes réservoirs de leur distillerie s'est brisé et a laissé échapper une quantité considérable de liquide.

— Certaines gens qui se disent bien informées prétendent que les élections fédérales auront lieu à la fin de septembre, ou au commencement d'octobre. Qu'on se tienne donc prêt.

— L'hon. M. Morris, est attendu prochainement ; sa visite n'est pas étrangère, paraît-il, à l'intention qu'il aurait de poser sa candidature dans Marquette, où ses chances de succès sont réputées excellentes. M. Ryan se présente de nouveau.

— On sait qu'une loterie a été organisée pour aider à l'achèvement de l'Eglise de Ste. Anne des Chênes. Déjà nombre de billets sont vendus et l'on compte sur la générosité du public pour favoriser une aussi bonne œuvre. Le tirage aura lieu le 17 d'octobre, sous la surveillance du Rev. M. Giroux, curé de la paroisse.

— Tous ceux qui arrivent des différentes villes de Québec et Ontario, nous apportent les plus mauvaises nouvelles : la stagnation des affaires est complète dans des centres qui, il y a quelques années, offraient de l'emploi à des milliers de familles. En somme, c'est donc ici où l'on est le mieux.

— La chaleur qui est intense depuis quelque temps a fait de nombreuses victimes aux Etats-Unis. A St. Louis, Miss., on estime à près de 300 le nombre de personnes mortes d'insolation, ces jours derniers ; et dans d'autres centres populaires, le télégraphe a signalé nombre de cas fatals. Ici les accidents se réduisent à peu de chose.

— Les conservateurs de Winnipeg fondent un journal, quotidien, le Times, avec un capital de \$20,000 MM. Gilbert McMillen, D. M. Walker, J. M. McDonald, C. W. Radiger et N. B. Nursey sont les directeurs de la compagnie ; ce dernier aura le contrôle de l'établissement. Nous souhaitons bienvenue et succès à ce nouveau confrère.

— Avez-vous risqué. — L'huile Electrique de Thomas ? Vaut dix fois son pesant d'or. En savez-vous quelque chose ? Sinon, c'est le temps de l'essayer. Le mal ne peut résister à l'application de cette huile. C'est la médecine à meilleur marché qui ait été inventée. Une dose a guéri un mal de gorge ordinaire. Une bouteille a guéri des bronchites. Une valeur de cinquante cents a guéri un vieux rhume. Une ou deux bouteilles ont guéri de mauvais cas de maladie des reins et de hémorrhoides. De six à huit applications guérissent n'importe quel cas d'écorchures ou d'inflammations d'estomac. Une bouteille a guéri un mal de dos qui durait depuis huit ans. Daniel Clark, de Brookfield, Tioga County, Pa., dit : "J'ai fait trente milles pour me procurer une bouteille de votre huile, qui avait effectué une guérison merveilleuse d'un membre dévot par six applications seulement." Un autre qui avait eu l'asthme depuis des années dit : "Je n'ai qu'une demi-bouteille de cinquante cents de reste, et \$100 ne me l'ôtait pas si je croyais ne plus en avoir."

Rufus Robinson, de Manda, N.-Y., écrit : "Une demi-bouteille de votre huile électrique a fait recouvrer la voix à une personne qui n'avait prononcé un seul mot depuis cinq ans." Le Rev. J. Mallory, de Wyoming, N.-Y., écrit : "Votre huile électrique que m'a guéri d'une bronchite dans une semaine."

Cette huile est faite et composée de six des meilleures huiles qui soient connues. Elle peut être employée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur et produira les mêmes résultats, et est considérée comme un remède à ce qui ait jamais été inventé. En faisant usage de cette huile elle vous épargnera beaucoup de douleurs et beaucoup d'argent.

SE MÉFIER DES CONTREFAÇONS. — Demandez l'huile Electrique de Dr. Thomas. Voyez à ce que la signature de S. N. Thomas soit sur l'enveloppe et les noms de Northrop & Lyman empreints sur la bouteille. Vendu par tous les détaillants de médicaments. Prix 25 cts.

NORTHROP & LYMAN, Toronto, Ont. Propriétaires pour la Puissance du Canada.

NOTE.—Electrique.—Chérie et électrique.

#### ACADEMIE DE ST. NORBERT.

Il fait bien bon de briser parfois avec les monotones occupations de la vie ; de laisser la terre-à-terre des spéculations purement matérielles qui ne conduisent le plus généralement qu'à l'élasticité de la conscience, pour se délecter à l'attendrissant spectacle d'un groupe de jeunes intelligences se livrant aux premières joies de l'âme. Qu'il est délicieux d'étudier le jeu de ces physiognomies enfantines arrivant sur le théâtre ayant la candeur au front, l'innocence dans le sourire, le ciel dans le regard.

C'est une mission sublime que celle de façonner l'âme à la pratique du bien, et de lui ouvrir les horizons du beau. Et pourtant combien ne comprennent pas la sublimité du professorat !

Par le résultat obtenu cette année dans notre localité, je dois déclarer sans flatterie, que nos religieux comprennent parfaitement le sens intime du mot école devenu trop vulgaire. L'étonnante souplesse avec laquelle les différents sujets interrogés tour-à-tour ont pu se jouer des difficultés, décèle d'abord un talent véritable dans la méthode d'enseignement, et un travail laborieux. Personne n'ignore ce qu'il y a d'énormes dans la direction de l'enfance. A une dissipation presque habituelle ; à une légèreté prononcée ; parfois à l'insubordination, il faut opposer, tantôt l'amenité, tantôt la rigueur, tantôt la bienveillance dans l'admonition, tantôt le châtiement ; hélas ! qui blesse autant celui qui plonge ! Tout cela suppose une pa-

tience d'ange, une abnégation de savoir de charité.

Pour être juste, je dois dire aussi que la petite communauté a su se faire cette année une jolie moisson de lauriers ! Je le constate avec plaisir, les élèves ont fait honneur à leurs institutrices, et donné pleine satisfaction à M. le curé qui leur ménageait force obstacles imprévus.

Plusieurs noms d'élèves distingués se pressent à ma mémoire, mais un trop grand nombre m'échappent pour pouvoir rendre justice à tous.

XXX.

#### PAR CI PAR LA.

Nous recommandons aux débiteurs embarrassés, ce moyen d'éloigner les créanciers, inventé par un viveur du boulevard :

Il a acheté une machine électrique d'une grande force ;

Le fil communique avec le bouton de sa porte ;

Aussitôt qu'on sonne il manœuvre son appareil ;

Le créancier, qui veut ouvrir, reçoit une secousse qui le fait tomber sans connaissance ;

On fait appeler une voiture qui le rapporte chez lui ;

Il y en a qui ne reviennent plus.

Le comble de l'avaricieux, c'est non propriétaire.

Il est tellement avare que non content de ne respirer que toutes les cinq minutes pour ne pas trop user d'oxygène, il a trouvé un moyen ingénieux pour avoir l'air de faire l'aumône, aux chanteurs qui viennent dans sa cour.

Il a trouvé un sou percé auquel il a adapté un fil de caoutchouc ; il le ceint son sou qui frappe sur le pavé et rebondit jusqu'à lui.

Il le lance plusieurs fois et les locataires se figurent qu'il a jeté au moins cinquante centimes !...

Les journaux de Marseille se plaignent de la chaleur. Ils affirment que le *pari fume* !

Les Toulousains affirment que leur pavé bout ; on y fait la cuisine.

Quant aux Marseillais de Paris, ils affirment des choses abracadabrantes :

Entre Gascon et Marseillais, à l'Exposition :

—Capédésious, mon bon, à Bordeaux, il fait tellement chaud que la Garonne déborde à force de suer.

—Troundelair, mon bon, plus fort que ça à Marseille pendant les sauteurs. Il y a tant d'émanations qui se dégagent dans les rues que même les objets mis au mont de piété se dégagent tout seuls !!!

Un Parisien et un Phocéén se rencontrent en plein midi sur le boulevard.

—Quelle chaleur !

—Ce n'est rien auprès de Marseille !

—Bah !

—Figurez vous, mon ser, qu'un de ces jours ma bonne laisse dans la cuisine un morceau de veau cru. Et bien quand elle est entrée...

—Le veau était cuit ?

—Non seulement cuit... mais la saleur il avait été si forte, qu'il y avait des carottes d'autour.

#### NAISSANCE

A St. Boniface, le 31 courant la dame de M. C. F. Charrier, une fille.



# BUREAU DU GOUVERNEMENT, Winnipeg, 16 Juillet, 1878.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de faire les nominations suivantes :

Pour être grands-voyers en confor mité de la 40<sup>ème</sup> Vict. Cap. 8 des Statuts de Manitoba :

Pour le district de Kilmory pour les fins du travail de corvée :

Frank D. Stewart, Ecuyer, en remplacement de Charles Stewart qui a résigné.

Pour le district de Morris pour les fins du travail de corvée :

David Adams, Ecuyer, en rempla cement de W. A. Russell, Ecuyer, qui a résigné.

Pour le district de Morgan pour les fins du travail de corvée :

Pierre Lavallée, Ecuyer, en rem placement de Jean L'Esperance qui a résigné.

Pour les comtés de Selkirk, L'Isar, Provencher, Marquette Est et Mar quette Ouest :

A. J. Jackes, M.D., Ecuyer, de la Cité de Winnipeg,

Andrew Strang, Ecuyer, de la Cité de Winnipeg.

Pour le comté de L'Isar :

John Bonn, Ecuyer, de St. Paul.

Pour être Commissaire pour rece voir les affidavits en B. R. en vertu de la 35<sup>ème</sup> section de la 35<sup>ème</sup> Vict. Cap. 3 des Statuts de Manitoba, pour la Province de Manitoba :

Andrew Strang, Ecuyer, de la Cité de Winnipeg.

## VENTE DE TERRE PAR LE SHERIF.

Francis Evans Cornish } Demandeur  
vs  
Malcolm McLeod } Défendeur.

Par et en vertu d'un bref de *Fieri Facias* émané de la Cour du Banc de la Reine à la poursuite de Francis Evans Cornish et à moi adressé et livré, j'ai saisi et pris en exécution tous les droits, titres et intérêts du susdit défendeur sur le lot de terre suivant, savoir :

Tout ce certain lot ou morceau de terre et prémisses connus et décrits comme le lot No. 135 arpentage du gouvernement de la Poissance, sis et situés dans la paroisse de St. Andrew Nord, dans le comté de L'Isar et province de Manitoba, de la contenance de cent vingt-six chaînes plus ou moins.

Je mettrai en vente le dit lot à mon bureau dans la cité de Winnipeg, jeudi le 17<sup>ème</sup> jour d'octobre 1878, à midi.

COLIN INKSTER, Sherif.

Par C. CONSTANTINE, Député Sherif

Bureau du Sherif,  
Winnipeg, 27 Juin, 1878.

## COMPAGNIES A FONDS SOCIAL.

ACTES DE MANITOBA, 1875.

Le "Manitoba Times Printing and Publishing Company."

Avis est par le présent donné qu'à l'expiration d'un mois de la date de la première publication de cette notice dans la "Gazette de Manitoba" Gilbert McMicken de la cité de Win nipeg, gentilhomme, David M. Wal ker de la même place, avocat, John M. Macdonell de la même place, avo cat, C. W. Radiger, marchand et Walter R. Nursery de la même place, gentilhomme, feront applica tion au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention d'une charte d'incorporation, en vertu de "l'acte concernant l'incorporation des com pagnies à fonds social de 1875" in corporant les dits applicants et toutes autres personnes qui pourraient de venir actionnaires dans cette compa gnie formée pour la publication d'un papier-nouvel et pour l'établissement d'un atelier d'imprimerie, dans la cité de Winnipeg.

Aussi pour posséder, louer ou acheter tel matériel, machinerie et prémisses qui seront requis pour telles affaires.

Que "The Manitoba Times Print ing & Publishing Company," est le nom proposé de la dite compagnie et la cité de Winnipeg la principale place d'affaire. Le fonds capital de

la dite compagnie sera limitée à vingt mille piastres divisée en deux mille parts de cent piastres chaque :

Que les dits applicants soient les premiers directeurs de la compagnie.

Gilbert McMicken,  
David M. Walker,  
John M. Macdonell,  
Chas. W. Radiger,  
Walter R. Nursery.  
Winnipeg, 17 juillet, 1878.

## PROCLAMATION.

CANADA—PROVINCE DE MANITOBA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni de la Grande Bre tagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

[L.S.] JOSEPH CAUCHON,  
Lieut.-Gouverneur.

A nos fidèles et bien aimés les Membres élus pour servir dans l'As semblée Législative de Notre Pro vince de Manitoba, sommés et appe lés à une Assemblée de la Législa ture de notre Province de Manitoba, en Notre Ville de Winnipeg, qui de vait se tenir et avoir lieu le cinquième jour du mois de Juin et à cha cun de vous.

SALUT.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Mani toba se trouve convoquée pour le cinquième jour du mois de Juin au quel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents.

Sachez maintenant que pour diver ses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre Province de Manitoba, de vous exempter et chacun de vous, d'être présents, au temps susdit, vous convoquant et par les présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Ville de Winni peg, Mercredi le septième jour du mois de Septembre prochain, pour y prendre en considération l'état et le bien-être de notre dite Province et y faire ce qui pourra sembler neces saire, ce à quoi vous ne devez man quer.

En Foi de quoi, Nous avons fait rendre nos présentes lettres pa tentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Manitoba. Témoins Notre Fidèle et Bien Aimé l'Ho norable Joseph Cauchon, Lieu tenant-Gouverneur de Notre dite Province de Manitoba, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, etc., etc. En Notre Hôtel du Gouvernement à Fort Garry, le vingt-troisième jour de mai dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-dix huit et de Notre Règne la Quar rante-et-unième.

Par ordre,

JOSEPH ROYAL,  
Secrétaire-Provincial.

## AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent don né qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'émaner des lettres patentes organisant la municipalité du township de Rockwood, en conformité du chap. 31, 38 Vict., des Statuts de cette Province, par un ordre en conseil daté du dix-septième jour d'avril dernier.

JOSEPH ROYAL,  
Sec.-Provincial et Proc. Général.

## AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent don né que le gouvernement provincial l'intention d'ouvrir un chemin pu blic de l'établissement de Springfield jusqu'au grand chemin dans la pa roisse de Kildonan du côté Est de la Rivière Rouge. Le dit chemin sera dans le voisinage et parallèle aux lots 57 et 58 dans la dite paroisse de Kildonan.

JOHN NORQUAY,  
Ministre des Travaux Publics  
Winnipeg, 15 Juin, 1878.

Tarif des taxes de péage qui seront collectées sur la traversée de la rivière rouge entre Winnipeg et St. Boni

face ouest, avec les règlements, pé nalties, etc., en vertu de la 41<sup>ème</sup> Victoria, Cap. 22 des statuts de Mani toba.

Le tarif des taxes de péage et les règlements ci-dessous sont adoptés quant aux Traverses de la Rivière Rouge entre Winnipeg et St. Boniface Est.

1. Le tarif des taxes de passage, payable d'avance, est comme suit, savoir :

Piéton, aller et retour.....	5 cts
" " un seul passage.....	3 "
Cavalier avec mule ou un che val un passage.....	10 "
Animaux libres, sauf les moutons, cochons et poulins de l'année suivant la mière.....	8 "
Moutons et cochons par tête.....	3 "
Charette tirée par un seul animal, aller.....	12 1/2 "
Charette tirée par deux ani maux.....	15 "
Buggy ou wagon, quatre roues, un seul animal.....	15 "
Wagon, ou quatre roues, tiré par deux animaux.....	25 "
Carrosse.....	25 "
Wagon, carrosse ou quatre roues, tiré par plus de deux animaux.....	50 "
Piéton traversant la nuit entre (9) heures du soir et (6) heures du matin, un passage.....	10 "

Dans toute autre cas on pourra exiger double du prix du passage ordinaire.

2. Il est défendu au Traversier d'exiger quoique ce soit pour le con tenu des voitures, que la charge con siste en personnes ou en marchan dises.

## EXEMPTIONS.

3. Ne paieront pas de passage les personnes et les effets suivants :

Les membres du clergé et les sœurs de la charité ; 2o. Le Lt.-gouverneur et son aide de camp, les membres du Gouvernement ; tous les employés du gouvernement provincial en course de service ; 3o. Les troupes de Sa Majesté en marche, (des partis de tir exceptés) ; 4o. Les enterrements et tout ce qui en fait partie. Le traversier sera tenu de traverser les personnes énumérées ci-dessus sans exiger aucune rémunération, que ces personnes soient à pied, en voiture ou à cheval.

4o. (1) Le bateau-traversier commen cera ses traverses à six heures du ma tin chaque jour et continuera jus qu'à neuf heures du soir—il ne restera pas plus de dix (10) minutes à la fois d'un côté ou de l'autre de la rivière, de façon à ce qu'il y ait une traversée tous les quinze minu tes, et quatre traverses par heure, ex cepté les jours de dimanche, durant la messe. Mais le traversier devra alors tenir son petit bateau à la dis position des piétons qui voudront traverser durant ce temps.

(2) Le traversier sera tenu d'avoir toujours en aucun temps un esquif, attache au bateau-traversier prêt à toute éventualité.

(3) Lorsque le bac, pour une cause exceptionnelle et inévitable, sera for cément retenu sur un des côtés de la rivière, plus que le temps prescri t le traversier devra sans délai traver ser les piétons qui le désirent.

(4) (1) La nuit, entre neuf (9) heures du soir et six heures du matin, le trav rsier devra toujours avoir une chaloupe ou bateau pour traverser les piétons.

5o. Les bateaux ainsi que les abords et côtes de la traverse devront toujours et en tout temps être tenus en bon ordre et à la disposition du public.

6o. La traverse commencera lors qu'il y aura possibilité et conti nuera à se faire depuis le ter Ma jusqu'au premier jour de novembre. Si elle commence plus tôt et se forme plus tard selon la saison le traversier pourra alors collecter deux fois le taux de péage ordi naire.

7o. Quand avant le premier jour de Mai et après le premier jour de novembre, il devient dangereux pour le public de traverser sur au cune des rivières pour quelque cause que ce soit, le traversier quand il en sera requis devra pré ter assistance à toute personne tra versant à pied ; et tel traversier pourra exiger un taux de péage

extra de 10 centus pour aller. Mais le traversier ne sera pas obligé d'assister aucune personne comme susdit avant six heures du matin et plus tard que sept heures P.M. dans le printemps et avant sept heures du matin et après cinq heures P.M. à l'automne. Les privilèges du tra versier quant aux limites de sa tra verse en haut et en bas sont et res teront telles que mentionnées dans sa licence.

8. La présente Cédule sera affichée dans les deux langues en tout temps dans des endroits apparents des ba teaux traversiers.

9. Sur le rapport du Ministre agis sant comme Ministre des Travaux Publics le Conseil recommande que les règlements touchant les traverses licenciées entre Winni peg et St. Boniface Est, et St. Boni face Ouest fassent partie de la licen ce en chaque cas, et que les traver siers soient respectivement passibles d'une amende n'excedant pas Vingt piastres pour toute infraction des termes et conventions énumérées dans chaque Licence." le traversier pourra exiger double prix durant le service de nuit.

SUR LA RIVIERE ASSINIBOINE ENTRE LE FORT GARRY ET ST. BONIFACE OUEST.

6. Le tarif des taxes de péage sur l'Assiniboine, payable d'avance, est comme suit, savoir :

Piétons, aller et retour.....	4 cts.
Piétons, un seul passage.....	2 "
Cavalier avec mule ou che val, un passage.....	5 "
Animaux libres, sauf les moutons, cochons, poulins de l'année suivant la mière.....	5 "
Moutons et cochons par tête.....	1 "
Charette tirée par un seul animal.....	10 "
Charette tirée par deux ani maux.....	15 "
Buggy ou wagon quatre roues, un seul animal.....	15 "
Wagon, ou quatre roues, tiré par deux animaux.....	20 "
Carrosse.....	20 "
Wagon, carrosse ou quatre roues, tiré par plus de deux animaux.....	50 "
Piétons traversant la nuit entre dix heures et demie du soir et cinq heures et de mie du matin, un passage.....	5 "

Dans tous les cas, le traversier pourra exiger double prix durant le service de nuit.

7 Il est défendu au Traversier d'exiger quoique ce soit pour le con tenu des voitures, que la charge con siste en personnes ou en marchan dises.

## EXEMPTIONS.

8. Les Membres du Clergé et les Sœurs de la Charité ; 2o. Le Lieu tenant-Gouverneur et l'Aide de Camp de Son Honneur ; Les mem bres du Gouvernement ; tous les employés du gouvernement provin cial en course de service ; le Surin tendant des Travaux Publics ; le Sherif ; les messagers du gouver nement et les cométaires en course de service ; 3o. Les troupes de Sa Majesté en marche, (des partis de tir exceptés) ; 4o. Les enterrements et tout ce qui en fait partie. Le tra versier sera tenu de traverser les personnes énumérées ci-dessus sans exiger aucune rémunération.

4. Lorsque le bac, pour une cause exceptionnelle et inévitable, sera for cément retenu sur un des côtés de la rivière, plus que le temps pres crit, le traversier devra sans délai traverser les piétons qui le désire ront.

5. La nuit entre neuf (9) heures du soir et six heures du matin le traversier devra toujours avoir une chaloupe ou bateau pour traverser les piétons.

6. Les bateaux ainsi que les abords et côtes de la traverses de vront toujours et en tout temps être tenus en bon ordre et à la disposi tion du public.

7. La traverse commencera lors qu'il y aura possibilité et continuera à se faire depuis le premier de Mai jusqu'au premier jour de novembre. Si elle commence plus tôt et se ter me plus tard selon la saison le tra versier pourra alors collecter deux fois le taux de péage ordinaire.

8. Quand avant le premier jour de Mai et après le premier jour de novembre, il devient dangereux

pour le public de traverser sur au cune des rivières pour quel que cause que ce soit, le traversier quand il en sera requis devra prêter assis tance à toute personne traversant à pied et tel traversier pourra exiger un taux de péage extra de 10 centus pour aller. Mais le traversier ne sera pas obligé d'assister aucune per sonne comme susdit avant six heu res du matin et plus tard que sept heures P.M. dans le printemps et avant sept heures du matin et après cinq heures P.M. à l'automne. Les privilèges du traversier quant aux limites de sa traverse en haut et en bas sont et resteront telles que men tionnées dans sa licence.

9. La présente cédule sera affi chée dans les deux langues en tout temps dans des endroits apparents des traversiers et à la traverse de chaque côté de la rivière.

10. "Sur le rapport du Ministre agissant comme Ministre des Tra vaux Publics le Conseil recommande que les règlements touchant les traverses licenciées entre Winnipeg et St. Boniface Est et St. Boniface Ouest fassent partie de la licence en chaque cas, et que les traversiers soient respectivement passibles d'une amende n'excedant pas Vingt piastres pour toute infraction des termes et conventions énumérées dans chaque Licence."

## PÉNALITÉS.

En vertu des dispositions de l'acte plus haut cité, des amendes et des pénalités pour violation d'aucun des règlements en conformité du dit acte, seront établies comme suit :

1o. Toute personne se servant d'un langage obscène ou étant, desordon né, ou averse sur aucun des bateaux traversiers encourra une amende n'excedant pas cinq piastres pour chaque offense.

2o. Toute personne traversant par la force, sur un bateau traversier sans payer le prix exigé, ou éludant autrement le paiement du dit prix, encourra une amende n'excedant pas cinq piastres pour chaque offense.

3o. Toute personne interrompant volontairement et malicieusement le service des traverses publiques, encourra, pour chaque offense, une amende n'excedant pas cent piastres (\$100.00).

4o. Tout traversier coupable d'a voir violé aucun des règlements éla bés et ceux qui pourraient être éla bés ou ne remplissant pas les termes et conditions de sa licence encourra pour chaque offense une amende n'excedant pas vingt piastres.

5o. Il sera permis au Lieutenant-Gouverneur en Conseil en demandant trois mois d'avis au traversier ou faute d'avis au traversier de révoquer la licence pour toute traversée si les conditions d'icelle ne sont pas rem plies, ou si telle licence a été obtenue par fraude ou sous de faus ses représentations ou par erreur.

Pour copie conforme,

AIMÉ GÉLINAS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ABONNEZ-VOUS AU JOURNAL "LE METIS." Le seul Organe Français publié dans le Nord-Ouest. Le prix de l'Abonnement est de \$2 50 par Année, PAYABLE D'AVANCE. Tous ceux qui désirent le recevoir voudront bien s'adresser à C. S. ROYAL, Gérant.